Bureau du 2 juin 2003

Décision n° B-2003-1385

objet : **Préemptions pour compte de tiers**

service : Délégation générale au développement économique et international - Direction de l'administration générale

Le Bureau,

Vu le projet de décision du 22 mai 2003, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Le conseil de Communauté, par sa délibération n° 2003-1087 en date du 3 mars 2003, a délégué au Bureau une partie de ses attributions. Le dossier présenté ci-après entre dans le cadre de cette délégation.

Dans le cadre de l'exercice du droit de préemption urbain, la Communauté urbaine est amenée à préempter pour le compte de tiers. Ainsi, certains organismes de logements sociaux ou des collectivités locales demandent à la Communauté d'exercer ce droit pour des opérations définies. La Communauté urbaine préempte et cède immédiatement le bien. Sur le plan financier, les préemptions sont préfinancées par le demandeur qui rembourse aussi l'ensemble des frais liés à l'opération. Il y a équilibre entre les dépenses (458 100 €) et les recettes (458 200 €).

Pour 2003, le montant des recettes et des dépenses était estimé à 12 000 000 €. Cependant, le montant individualisé pour 2003 sur l'opération 0097-acquisitions pour le compte de tiers est insuffisant pour gérer les demandes de préemptions jusqu'à la fin de l'année. En effet, à ce jour, le total des préemptions engagées s'élève à plus de 11,7 M€ dont 8,7 M€ ont déjà été payés. Des opérations importantes sur le plan financier ont utilisé une grande partie des crédits (Gan Eurocourtage 4,6 M€, France Telecom 1,6 M€).

Ces préemptions engagées seront acquittées dans l'année compte tenu du délai règlementaire de six mois après l'arreté de préemption pour payer le montant de l'acquisition.

Aujourd'hui, pour faire face aux nouvelles demandes de préemption des communes et organismes de logements sociaux, une individualisation complémentaire de 5000 000 €, en dépenses et en recettes, est nécessaire. Ce chiffre est une estimation réalisée par rapport aux éléments des années précédentes mais la Communauté urbaine ne maîtrise pas les demandes de préemptions. Elle doit s'assurer du préfinancement de ces opérations par les communes et organismes de logements sociaux.

Lors de sa séance en date du 17 février 2003, le Bureau a approuvé l'individualisation complémentaire de programme pour l'autorisation de programme individualisée n° 0097 pour un montant de 4076 000 € en dépenses et 11 804 861 € en recettes, pour 2003 et 12 000 000 € en dépenses et en recettes pour 2004. Le montant pour 2004 n'est pas modifié.

Circuit décisionnel : le dossier a fait l'objet d'un avis favorable du pôle finances et moyens le 28 avril 2003 ;

Vu ledit dossier ;

Vu la délibération du Conseil n° 2003-1087 en date du 3 mars 2003 ;

DECIDE

1° - Approuve l'individualisation complémentaire de l'autorisation de programme individualisée n° 0097 pour un montant de 5 000 000 € en dépenses et 5 000 000 € en recettes pour 2003.

2° - Les dépenses seront imputées sur le compte 458 100 et les recettes sur le compte 458 200.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,